

## L'ONU vote massivement en faveur de l'autodétermination (163 pays pour)

Un comité de l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé jeudi à une majorité écrasante un projet de résolution reconnaissant «le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris le droit à son État indépendant de Palestine»



163 États ont voté pour, y compris le Canada, où les groupes juifs étaient divisés entre condamner la décision du gouvernement de voter pour et l'applaudir. Seuls cinq États - Israël, les États-Unis, la Micronésie, Nauru et les Îles Marshall - ont voté contre le projet de résolution, tandis que l'Australie, le Rwanda et huit autres se sont abstenus.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riyad al-Maliki, a salué le vote, qui selon lui "était une réponse naturelle de la communauté internationale aux violations de l'occupation israélienne, ainsi qu'une réponse à la visite du secrétaire d'État américain Mike Pompeo dans les colonies coloniales israéliennes".

Le projet de résolution, qui a également "souligné l'urgence de parvenir sans délai à la fin de l'occupation israélienne qui a commencé en 1967 et à un règlement de paix juste, durable et global entre les parties palestinienne et israélienne", fondé sur une solution à deux États, est fait partie d'une série de résolutions largement symboliques sur les droits des Palestiniens sur lesquelles l'ONU vote chaque année, avant le 29 novembre, anniversaire de son vote de 1947 sur le plan de partition Israël-Palestine. Un autre vote de jeudi à une autre commission de l'Assemblée générale a réaffirmé une résolution déclarant que les colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ne font pas partie d'Israël. 156 États ont voté pour.

Le vote fait suite à la visite de Pompeo dans une colonie israélienne en Cisjordanie plus tôt jeudi, le premier diplomate américain de premier plan à effectuer une telle visite, où il a annoncé que les produits des colonies pouvaient être étiquetés «Made in Israel» dans le cadre d'un changement de politique majeur.

Cela reflétait l'acceptation par l'administration Trump des colonies israéliennes, que les Palestiniens et la plupart de la communauté internationale considèrent comme une violation du droit international et un obstacle majeur à la paix.

Les nouvelles directives du Département d'Etat "garantissent que les marques du pays d'origine pour les produits israéliens et palestiniens sont cohérentes avec notre approche de politique étrangère basée sur la réalité", a déclaré un communiqué officiel.

Lors de la visite de Pompeo, les États-Unis annoncent que les produits des colonies peuvent désormais être étiquetés "fabriqués en Israël"

"Conformément à cette annonce, tous les producteurs dans les zones où Israël exerce les autorités compétentes - notamment la zone C en vertu des accords d'Oslo - seront tenus de marquer les produits comme "Israël", "Produit d'Israël" ou "Fabriqué en Israël". lors de l'exportation aux États-Unis."

Selon cette approche, le communiqué indique que "les producteurs de la zone C opèrent dans le cadre économique et administratif d'Israël et leurs produits doivent être traités en conséquence". Les marchandises produites ailleurs en Cisjordanie, dans les zones sous contrôle palestinien, seront marquées comme des produits de «Cisjordanie», tandis que les marchandises de Gaza seront des produits de «Gaza». Auparavant, les produits de l'un ou l'autre territoire étaient parfois marqués «Cisjordanie / Gaza».

L'itinéraire de Pompeo comprenait également une visite sur les hauteurs du Golan, en rupture avec la politique antérieure du département d'État américain concernant les visites dans les régions contestées, et il a également annoncé lors de son point de presse avec Netanyahu que le département d'État "considérerait la campagne mondiale anti-israélienne BDS. comme antisémite", faisant référence au mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions.

### Commentaire :

Certains diront... « rien de nouveau... et rien ne change... »... C'est vrai...

Mais combien de temps encore, la présidence de la République Française, seule contre son opinion publique et les instances représentatives, refusera que la France rejoigne le concert des nations (165 pays sur 190, plus de 90% de la population mondiale) en refusant d'exiger l'évacuation des territoires occupés et donc de reconnaître l'Etat palestinien comme autorité de substitution aux autorités illégales d'occupation ?